

GRANDS ECHOS LACS

Publication mensuelle du Réseau Européen pour l'Afrique Centrale (EURAC)

● European Network For Central Africa ● N° 0 AVRIL 2004

► EDITORIAL Un n° 0 sur lequel réagir !

Le numéro 0 du bulletin d'Eurac aurait dû paraître dès le mois de février, mais la mise en place de la nouvelle équipe a pris plus de temps que prévu. Nous espérons que vous nous en excuserez.

Tel un ballon d'essai, ce numéro vous présente quelques documents réalisés par des organisations membres de notre réseau à l'occasion de la commémoration du dixième anniversaire du génocide rwandais ; il reprend également les principaux événements qui ont constitué l'actualité de la sous-région (Rwanda, Burundi et RDC) depuis le début de l'année. Enfin, il vous propose une sélection des documents reçus au niveau du secrétariat d'Eurac qui nous semble les plus pertinents et qui sont susceptibles de vous être les plus utiles dans votre travail au quotidien. Ces documents sont disponibles sur simple demande auprès du secrétariat, le plus souvent en version électronique.

Les conditions de fonctionnement du secrétariat qui ont prévalu au moment de l'élaboration de ce n° 0 n'étant pas idéales, nous vous remercions par avance de votre indulgence. Par ailleurs, n'hésitez pas à nous faire part de vos commentaires et remarques, tant sur la forme que sur le fond de ce bulletin afin que nous puissions en tenir compte dès le prochain n°. Enfin, la richesse de ce bulletin dépend de la qualité des informations qui nous parviennent : nous comptons sur votre collaboration pour nous transmettre les différentes informations et documents que vous recevez, notamment de vos partenaires sur le terrain. C'est bien là que se jouera la plus-value potentielle d'Eurac en matière d'information.

L'équipe de rédaction vous remercie de votre compréhension et vous en souhaite bonne lecture.

Pour le Conseil d'Administration,

Nicolas Vercken

► SOMMAIRE

► Présentation des documents :

- Demain est un autre jour
- Tell our government it is Ok to be criticised
- It's time to open up

► Burundi

- Situation Politique
- Situation sécuritaire
- Coopération internationale
- Humanitaire

► RDC

- Situation Politique
- Situation sécuritaire
- Coopération internationale
- Pillage des ressources

► Rwanda

- Commémoration du dixième anniversaire du génocide

► Documents sur la région des Grands Lacs

- Grands Lacs
- Burundi
- RDC
- Rwanda

Editeur responsable

Rue des Tanneurs, 165
1000 Bruxelles (Belgique)
Tél 00 32 2/502 33 12
Fax 00 32 2/ 502 21 42
email:

joseph.ntamahungiro@eurac-network.org

Présentation des documents

► Demain est un autre jour

Dix ans après le génocide rwandais, cinq associations engagées en faveur du développement des populations rwandaises ont tenu à rendre honneur à la mémoire de toutes les victimes, à tirer les enseignements du passé et à préparer l'avenir. Ces associations sont : Le Comité catholique contre la faim et pour le Développement (CCFD-France), *Entraide et Fraternité* (Belgique), les *Commissions Justice et Paix Europe* (Belgique), *Broederlijk Delen* (Belgique) et *Kerkinactie* (Pays Bas).

Les cinq associations ont donné la parole à leurs partenaires rwandais sur terrain qui continuent à vivre dans leurs corps et leurs chairs les stigmates du génocide. Dix Rwandais ont ainsi accepté de partager leurs impressions sur des thèmes cruciaux, tels la justice, la réconciliation, la gestion de la terre, les droits des femmes et des enfants. Pour eux tous, «*Demain doit être un autre jour*» car faire mémoire demande également de préparer l'avenir.

Les contributions, présentées de manière synthétique, émanent des représentant (e) s des associations suivantes :

- Umuseke (L'Aurore)
- Imbaraga (La force)
- Penal reform International
- LIPRODHOR
- Eglises catholique et protestante (version néerlandaise uniquement)
- Haguruka (Lève-toi)
- Le journal Umuseso (Le Matin)
- L'association Modeste et Innocent (Réconciliation) *ainsi que*
- La Commission de démobilisation et de réintégration.

► 'Tell our government it is Ok to be criticised'

Quatre ONG hollandaises : CORDAID, ICCO, KERKINACTIE et NOVIB ont rédigé un rapport sur la situation politique au Rwanda à la fin de l'année 2003 marquant la fin de la période de transition. Alors que théoriquement, le pays s'achemine vers un processus démocratique avec l'adoption d'une nouvelle constitution, l'on constate malheureusement que le régime en place s'est mué en un pouvoir résolument autoritaire.

Il se distingue notamment par la restriction de l'espace de débat démocratique, la persistance d'un climat de terreur, la détérioration de la situation des droits de l'homme, des libertés d'expression et de la vie associative, les disparitions et le harcèlement des opposants politiques, l'interdiction des partis politiques d'opposition, la répression contre la société civile et la presse indépendante.

Par ailleurs, tout le pouvoir politique, économique et militaire est concentré dans les mains d'un petit groupe de personnes. En conséquence, les dernières élections législatives et politiques n'ont guère été démocratiques.

Les ONG signataires du rapport invitent leur gouvernement à faire pression sur le gouvernement rwandais pour qu'il adopte un certain nombre de mesures qui montrent qu'il veut œuvrer réellement par la bonne gouvernance pour l'unité et la réconciliation du peuple rwandais. Ce "dialogue critique" est théoriquement prévu dans le cadre du Memorandum of Understanding entre le gouvernement des Pays-Bas et celui du Rwanda sensé conditionner l'aide budgétaire à différents indicateurs relatifs au respect des Droits Humains, la liberté de la presse et des médias, à la stabilité régionale, à l'unité nationale et à la réconciliation, etc.

► 'It's time to open up'

Christiain Aid est une ONG chrétienne britannique qui travaille au Rwanda depuis 1963. Aujourd'hui, elle soutient 13 organisations engagées dans la lutte contre la pauvreté dans le milieu rural et qui aident les orphelins. Elle soutient également tout le travail relatif aux droits humains.

Ce rapport est le fruit d'une large enquête menée auprès des partenaires rwandais, des Eglises, des journalistes, des officiels des ambassades, des membres du Gouvernement rwandais, des membres des ONG de l'intérieur comme de l'extérieur du Rwanda. Il arrive aux conclusions suivantes : la commémoration du dixième anniversaire du génocide rwandais est certes une occasion pour se souvenir des victimes, mais également de réfléchir sur la situation actuelle pour voir les progrès accomplis dans ces dix ans après le génocide. Sans minimiser l'héritage du passé et les traumatismes qui ont marqué le peuple rwandais, il est nécessaire de regarder en face les problèmes afin de leur trouver des remèdes. Du reste, il ressort de l'enquête que, aux dires de certains Rwandais, refuser d'identifier ces problèmes et d'y porter remède risque de replonger le pays dans la violence.

On peut certes se réjouir que le pays a retrouvé la stabilité, mais celle-ci ne suffit pas. Pour éviter de faire des marches sur place, le gouvernement doit abandonner son autoritarisme et ouvrir les espaces pour plus de justice, plus de respect des droits de l'homme et laisser plus de place au rôle de la société civile.

Christian Aid encourage la Grande Bretagne et les autres pays donateurs qui jusqu'à présent appuyaient le Rwanda les yeux fermés sans émettre aucune critique sur la politique du pays, à certes continuer à l'aider mais également à se montrer critique quant à sa gestion du pays afin de préparer un avenir meilleur pour tout le peuple rwandais et conjurer le retour possible de la violence.

BURUNDI

► Situation politique

Le débat autour des élections

Le débat fait rage dans les milieux politiques burundais autour de l'opportunité d'organiser des élections avant la fin de la période de la Transition, en octobre prochain. Le Burundi devrait, dans la perspective de cette échéance, se doter d'une nouvelle Constitution dite « *post-Transition* » qui viendrait remplacer celle en cours, mise en place par le tandem UPRONA-FRODEBU. L'Assemblée Nationale de transition, en session depuis le 2 février dernier, doit examiner le projet de « *Loi portant promulgation de la constitution post-transition de la République du Burundi* ». Dans l'entre-temps, le Président de la République, Domitien Ndayizeye, a déjà changé de position au moins trois fois face à cette échéance. Après les avoir soutenu au nom de son parti, il avait déclaré qu'il était impossible de les organiser avant la fin de la guerre. Le 24 mars, il a affirmé au Vice-président Sud-Africain Jacob Zuma, qui a repris le flambeau de Nelson Mandela dans le conflit burundais, qu'il acceptait les élections.

Le 1^{er} avril, il a déclaré que, contrairement à l'accord d'Arusha qui prévoit les élections aux suffrages universels, il acceptait que l'élection du Chef de l'Etat soit faite par le Parlement. Les partis politiques semblent s'entendre aussi sur le partage ethnique du pouvoir – Hutu et Tutsi – et oublient une fois de plus d'y associer les Twa.

Rumeurs de coup d'Etat

Différentes rumeurs (circulant principalement sur internet et dans les milieux de la diaspora burundaise) font état d'un probable coup d'Etat qui serait préparé dans l'ombre et à son profit par le Major Pierre Buyoya, son parti UPRONA et le Vice-Président Alphonse Kadege. Divers scénarios semblent en route, dont le blocage dans la mise en pratique des réformes de l'accord d'Arusha.

Ces rumeurs de coup d'Etat sont répandues au moment où a été diffusé un communiqué annonçant la création d'une nouvelle rébellion dénommée « *CAFAB-intsinzi* ». Elle serait constituée de 3 mouvements politiques en coalition: le *Liberal Social Democrate-intsinzi (LSD)* composé des anciennes milices tutsi « *sans-échecs, sans – défaites et sans-capotes* », l'*Alliance Nationale pour le Changement (ANC)* et les *membres des Forces Armées Burundaises (FAB) déserteurs et pensionnés*.

► Situation sécuritaire

La guerre continue de faire rage dans certaines provinces du pays entre les Forces Armées burundaises alliées au CNDD-FDD de Pierre Nkurunziza qui a signé un accord de cessez-le feu et le PALIPEHUTU-FNL de Rwasaga Agathon qui n'a toujours pas signé d'accord de cessez-le-feu.

Pendant ce temps, la première unité de la nouvelle armée burundaise, les *Forces de défense nationale (FDN)*, forte de 1.200 hommes dont 380 issus du CNDD-FDD de Pierre Nkurunziza, actuellement dans le gouvernement de Transition du pays, a commencé son entraînement le mardi 17 mars 2004. 1200 hommes constituent la première unité des FDN dont de 820 soldats de l'armée et de 380 combattants en provenance des Forces pour la défense de la démocratie (FDD). Il resterait 50 places pour les six autres mouvements armés considérés comme mineurs par rapport à l'Armée et au CNDD-FDD de Pierre Nkurunziza.

► Coopération internationale

Les créanciers du Club de Paris sont convenus, le 4 mars 2004, avec le Gouvernement de la République du Burundi d'un accord de rééchelonnement de sa dette publique extérieure. Cela fait suite à l'approbation d'un arrangement au titre de la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance par le Fonds Monétaire International le 23 janvier 2004. Cet accord ré échelonne environ 81 millions de dollars et annule immédiatement 4,40 millions de dollars. Ce montant comprend les arriérés (y compris les intérêts de retard) dus au 31 décembre 2003 et les échéances dues entre le 1er janvier 2004 et le 31 décembre 2006.

La Banque mondiale a débloqué un total de 84,17 millions de dollars pour des projets de reconstruction au Burundi, selon un communiqué publié par cette institution. Le financement prévu consiste en un don de 33 millions de dollars et un crédit de 51,17 millions de dollars. Le don servira à financer un programme de démobilisation et de réinsertion sociale et économique des combattants burundais dans la vie civile. Ce programme s'inscrit dans une initiative de partenariat entre les pays de la région des Grands Lacs. Le crédit de 51,17 M USD, remboursable sur 40 ans avec une période de grâce de 10 ans, permettra de reconstruire le système de communications routières et de le doter d'un système moderne de gestion.

Le 5 avril 2004, Le Conseil de sécurité a autorisé lundi le Secrétaire général Kofi ANNAN à préparer un éventuel déploiement de casques bleus au Burundi. M. ANNAN a recommandé en mars l'envoi de 5600 soldats de l'ONU pour remplacer les 2500 hommes de l'Union africaine dont le mandat a été prolongé jusqu'au 2 mai.

► Humanitaire

Selon un communiqué d'IRIN du 15 mars 2004, le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) et l'Organisation pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO) se sont engagés à distribuer de la nourriture et des semences aux habitants de la province de Cibitoke dans le nord-ouest du Burundi pour faire face à une menace de famine.

L'espérance de vie pourrait baisser jusqu'à 39 ans en 2010. Pendant ce temps, le 6ème programme de coopération pour la période 2005-2007 entre le gouvernement du Burundi et le FNUAP fournissait les chiffres suivants le 11 mars : la population du Burundi est estimée à 7.200.000 habitants dont 52,9% de femmes et près de 49% de moins de 15 ans de 1992 à 2000 ; le taux de mortalité infantile est passé de 110 à 129 pour mille. Au cours de la dernière décennie, l'espérance de vie à la naissance tous sexes confondus est passée de 52 ans en 1990 à 47,4 ans en 2001 (49,5 ans pour les femmes et 46,3 ans pour les hommes).

Selon une information publiée le 28 mars 2004 par l'agence PANA, le Burundi compte 281.628 déplacés de guerre dans 230 sites, repartis à travers tout le pays qui vit une guerre civile depuis ces onze dernières années, révèle un recensement actualisé que vient de rendre public le ministère de l'Intérieur. Au plus fort de la crise socio-politique dans le pays comme en 1999, le Burundi comptait jusqu'à 827.244 déplacés de guerre internes, selon une autre enquête du ministère à la Réinsertion, la Réinstallation des déplacés et des rapatriés. Les déplacés sont revenus au niveau moins élevé de 630.936 en juin 2000.

Pendant ce temps, on a assisté à des manifestations de *paysans dépossédés de leurs terres par les dignitaires du régime*, toutes ethnies et tous partis politiques confondus. Ils ont fini par avoir gain de cause.

République Démocratique du Congo

► Situation politique

Malaise au sein du gouvernement

En février 2004, le Président de la République a suspendu pour un mois le ministre des Transports et Communication, Joseph Olengankoy Mukundji président du FONUS pour des propos irrévérencieux qu'il aurait tenus contre Jean-Pierre Bemba. Pourtant, dans ce bras de fer Bemba-Olengankoy, celui-ci avait eu le soutien d'autres partis politiques qui voyaient dans l'affaire une manœuvre du MLC et du RCD pour saboter la transition. Si cette épreuve de force MLC-FONUS continue, il risque de bloquer effectivement la transition.

Par rapport à la transition justement, le *Comité international d'accompagnement de la transition (CIAT composé de 11 pays et la MONUC)* ainsi que le Secrétaire-général de l'ONU déplore le «ralentissement des progrès» et le «renforcement des factions» au sein du gouvernement, de la persistance des exactions contre les civils et de la recomposition des groupes armés dans l'Est du pays. Un an après la signature de l'acte final du dialogue intercongolais, le 2 avril 2003 à Sun City (Afrique du Sud) qui a permis l'installation du gouvernement actuel, les efforts qui restent à faire pour assurer l'objectif des élections générales prévues en juin 2005 semblent encore énormes.

Un autre signe de malaise non moins grand est l'attitude des membres du gouvernement issus du RCD. Ils avaient menacé de le faire imploser si le gouvernement ne libérait pas le major Kasongo, ancien responsable de la sécurité au sein du RCD, arrêté à Bukavu à la suite de la découverte d'une cache d'armes à son domicile. Il avait été transféré à Kinshasa. Sa libération sans condition, obtenue par l'intermédiaire de la MONUC, a laissé perplexe la population qui s'interroge sur le pouvoir réel du Président de la République.

► Situation sécuritaire

Plusieurs faits graves prouvent que la situation sécuritaire pose encore de grands problèmes.

Le *premier* est la découverte de cette cache d'armes à Bukavu au domicile du major Kasongo (voir plus haut) dont l'arrestation avait failli faire imploser le gouvernement. Le *deuxième* est la tentative d'assassinat du Commandant de la 9^{ème} région militaire, le général Padiri Bulenda à Kisangani, le 29 janvier 2004. Le *troisième* est également la tentative de l'assassinat du Commandant de la 10^{ème} région militaire, le général Prosper Nyabwoya, le 3 février 2004 à Bukavu par son second qu'on dit être sous les ordres de Kigali. Le colonel Jules Mutebusi ne sera suspendu que le 24 mars. Le *quatrième* est l'invasion de Bukavu par les troupes de l'APR suite à cette tentative de l'assassinat du commandant de la 10^{ème} région militaire qui ont fouillé la ville et même les couvents pour le retrouver. Le *cinquième* sujet d'inquiétude est l'annonce, le 24 mars, d'un massacre une dizaine de fermiers à Walungu, à 25 km au sud-ouest de Bukavu, chef-lieu de la province du Sud-Kivu, par des miliciens rwandais.

D'autre part, dans une lettre adressée au Président Kabila le 9 mars, l'association SIMA Kivu juge la situation très grave dans cette province où plusieurs sources parlent des incursions de militaires rwandais, de transferts illégaux d'armes et de l'existence de camps d'entraînement des milices de MM. Ciribanya et Serufuli du RCD-Goma. Depuis le mois de février, la situation est tendue dans cette partie du pays.

Enfin les attaques contre des camps militaires de Kinshasa, dans la nuit du 28 mars, qualifiées de *tentative de coup d'Etat* par, dit-on, des Mobutistes soutenus par le Rwanda, inquiètent.

► Coopération internationale

Selon un communiqué de la *Banque mondiale* du 19 mars, cette institution va débloquer 8.000.000 \$ américains pour des travaux de lutte anti-érosive à Kinshasa. Les travaux devraient commencer incessamment. La Banque entend aussi intervenir dans les domaines de l'environnement pour le ramassage des déchets solides, la fourniture de l'eau potable, de l'électricité et l'entretien de la voirie, en plus des travaux de réhabilitation en cours de l'avenue Kasa-Vubu et dont le coût s'élève à 10 millions \$US.

Dans le domaine militaire, la date du 22 mars a marqué la fin de la formation et la remise de fanion au premier bataillon militaire de la Brigade d'Ituri qui venait de terminer sa formation. Cette brigade compte quelque 900 officiers et hommes de troupe. La formation a été faite par des instructeurs belges selon un nouveau type de coopération militaire signé entre la Belgique et la RDC.

Le 12 mars, le *Conseil de sécurité* a adopté à l'unanimité sa *résolution 1533* comprenant un ensemble de mesures renforçant l'embargo sur les armes qu'il avait instauré en même temps qu'il renforçait le mandat de la Mission de l'ONU en juillet dernier. Désormais, la MONUC pourra saisir les armes et matériels connexes qui se trouveraient en RDC en violation de l'embargo qu'ils ont instauré en adoptant en juillet dernier

Normalisation des relations avec le Rwanda

Le ministre des Affaires étrangères de la RDC, Antoine Ghonda, a annoncé le 23 mars, son intention de se rendre "*dans les prochains jours*" à Kigali pour "*normaliser*" les relations entre les deux voisins dont les liens diplomatiques sont rompus depuis 1998. A cette occasion, il a déploré une "*campagne médiatique qui laisserait penser que la RDC ne déploie pas suffisamment d'efforts dans le processus de normalisation*".

Comme pour joindre le geste à la parole, une délégation congolaise conduite par un des quatre vice-présidents du gouvernement de transition, Azarias Ruberwa, d'origine tutsie, s'est rendue à Kigali, le 6 avril, pour participer à la dixième commémoration du génocide rwandais. La délégation comprenait notamment le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale et le conseiller spécial du président Joseph Kabila en matière de sécurité, Samba Kaputo.

► Pillage ressources naturelles

Dans la même *résolution 1533* du 12 mars, le *Conseil de sécurité* condamne à nouveau la poursuite de l'exploitation illégale des ressources naturelles de la RDC, en particulier dans l'Est du pays, laquelle contribue à la perpétuation du conflit. Il réaffirme qu'il importe de mettre fin à ces activités illégales en exerçant les pressions nécessaires sur les groupes armés, les trafiquants et tous les autres acteurs impliqués. L'ONU engage tous les Etats, particulièrement ceux de la région, à prendre les mesures appropriées pour mettre fin à ces activités illégales, y compris par des moyens judiciaires, et si nécessaire, en rendre compte au conseil. Un comité de suivi a été mis sur pied, composé de tous les membres du conseil.

Rwanda

► Commémoration du dixième anniversaire du génocide

Recueillement et polémique

Bien que placée sous le signe du recueillement, cette commémoration a été caractérisée par des polémiques. La conférence internationale sur le génocide au Rwanda réunie à Kigali du 4 au 6 avril 2004 a multiplié les critiques contre l'attitude de la communauté internationale en 1994 et a recommandé la mise sur pied d'une commission d'enquête indépendante sur le rôle de la France et de l'Etat français dans le génocide. Elle a également recommandé la constitution immédiate d'un fonds de solidarité en faveur des rescapés du génocide". Les participants à la conférence ont demandé encore que "les Nations unies, les Etats responsables, complices engagés ou complices par le silence du génocide (...) paient les réparations". Ils ont demandé enfin au Conseil de sécurité de l'Onu l'adoption "d'une résolution explicite qui reconnaisse et condamne sans équivoque le génocide des Tutsis au Rwanda". Pour sa part, l'ancien commandant en chef des casques bleus de l'ONU au Rwanda (MINUAR), le général Dallaire a accusé l'Onu, en particulier trois des cinq membres permanents de son Conseil de sécurité, les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne, de ne pas avoir donné les moyens d'agir à la Mission de maintien de la paix au Rwanda (Minuar), présente sur place en 1994.

La présence modeste de la communauté internationale

Sept chefs d'Etat et de gouvernement ont participé aux cérémonies de cette commémoration. Il s'agit des chefs d'Etat de lla République Sud-Africaine, Thabo Mbeki, du Soudan, Umar al-Bashir, du Tchad, Idriss Deby, du Kenyan, Mwai Kibaki et de l'Ougandais, Yoweri Museveni. La Tanzanie a été représentée par son premier ministre, Frederick Sumaye et le Burundi par son vice-président, Alphonse Kadege.

De tous les pays occidentaux, seule la Belgique a envoyé une délégation de haut niveau, menée par le Premier ministre Guy Verhofstadt, en compagnie du Ministre des Affaires Etrangères, du Ministre de la Défense et du Ministre président de la Communauté française. La France a été représentée par le Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères.

Le coût de la commémoration

Selon une dépêche de l'agence Reuters du 24 mars 2004, le Rwanda a investi 7 millions de dollars US pour cette commémoration afin d'accueillir dignement plusieurs chefs d'Etat et de nombreuses personnalités attendus à cette cérémonie et de faire de ce dixième anniversaire un événement international de premier plan. L'essentiel de ce montant a été donné par la communauté internationale. Sur ce total, deux millions devaient être consacrés à l'achèvement, prévu début avril, des deux principaux mémoriaux, construits à l'emplacement de charniers découverts à Kigali et à Gikongoro, dans le sud du pays.

Accusation contre le Président Kagame et le FPR

La polémique lors de la commémoration du dixième anniversaire du génocide trouve ses racines dans la publication du quotidien français *Le Monde* d'un article, le 10 mars 2004, révélant que selon les conclusions du juge français Bruguière, le Président Paul Kagame aurait commandité la destruction de l'avion du Président Juvénal Habyarimana le 6 avril 1994. Cet événement est considéré généralement comme l'élément déclencheur du génocide. Cette information, relayée par beaucoup de médias, a poussé le régime de Kigali à amplifier ses critiques contre la communauté internationale et à minimiser l'acte de la destruction de l'avion.

D'autre part, l'une des personnes affirmant avoir fait partie du commando du FPR qui a détruit l'avion du Président Habyarimana, le Lieutenant Abdul RUZIBIZA, a publié, le 13 mars 2004, un document en kinyarwanda (langue rwandaise) de 32 p. dans lequel il affirme que l'avion a été bel et bien abattu par le FPR sur ordre formel du Président Kagame et que cette action avait été planifiée de longue date. Il donne les noms des personnes qui formaient ce commando. Il affirme même que Kagame, qui commandait alors les opérations militaires du FPR, aurait empêché expressément son armée de voler au secours des Tutsi massacrés par les extrémistes hutu.

Difficulté d'établir le nombre exact des victimes.

Quelques articles reviennent sur la bataille des chiffres des morts, qui varient selon les sources et selon les périodes. Ainsi, selon le *gouvernement rwandais* en 2000, le nombre de morts était de 1.071.000. Aujourd'hui, il parle de 937.000. Pour sa part, l'ONU parle de quelque 800.000 alors que d'autres sources avancent des chiffres compris entre 500.000 et 800.000.

Ne pas instrumentaliser le génocide

Dans ce climat de haute tension, quelques écrits appellent à la retenue. Le mouvement d'opposition au régime de Kigali, le *Pacte Démocratique National-Igihango* invite tout le peuple rwandais à «*se mobiliser fortement pour faire passer la vérité et la justice au service de la réconciliation et de la reconstruction nationale*». Il appelle le Président Kagame à ne pas instrumentaliser le génocide au profit de son régime mais à assumer sa propre part de responsabilité.

Pour sa part, l'**UNICEF** attire l'attention sur le sort des enfants survivants du génocide qui continuent à en subir les effets néfastes.

Documents sur la région des Grands Lacs Avril 2004

Cette liste présente les principaux documents envoyés à EURAC entre le 1^{er} janvier et le 7 avril 2004. Elle ne reflète pas nécessairement le point de vue d'EURAC. Les documents sont classés par pays ou région puis par thème. Ils sont disponibles par courrier électronique ou uniquement sur papier. Ils sont distribués gratuitement aux membres d'EURAC. Pour tous les autres, ils peuvent être obtenus au prix de 0,1 € la page (plus frais d'envoi) à l'aide du numéro de référence (F.x.x.x). Toute demande de documents est majorée de 2,5 € de frais administratifs. Les documents, dont le numéro de référence est suivi du signe @, sont disponibles par courrier électronique.

► Grands Lacs

Droits de l'Homme

L'Afrique seule face à elle-même: intervention régionale et droits de l'homme

F. 5670 @
NOWROJE Binaifer
HRW, Washington
26/01/04, 11 p.

Economie

Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique: progrès de la mise en oeuvre et appui international

F. 5709
Nations Unies, New York
19/01/04, 14 p.

Guerre et paix

A propos de la conférence sur la paix et le développement en région des Grands-Lacs

F. 5699 @
Mwami NDATABAYE
Muhigirwa
IFO, 10/02/04, 6 p.

L'Afrique centrale dix ans après le génocide

F. 5780
ZACHARIE Arnaud et
JANNE d'OTHEE François
Editions Labor, Bruxelles
01/03/04, 183 p.

Politique

Rapport intérimaire du Secrétaire général sur les recommandations de la mission du Conseil de sécurité en Afrique

F. 5685
Nations Unies, New York
20/01/04, 16 p.

Déclaration de la Présidence faite au Conseil de sécurité de l'ONU, au nom de l'Union

Européenne, sur la mission du Conseil de sécurité en Afrique Centrale

F. 5727 @
UE, Bruxelles, 20/02/04
4 p.

Conférence internationale sur la région des Grands Lacs : quelques nouvelles au niveau de la Société civile

F. 5748 @
EURAC, Bruxelles, 23/02/04,
12 p.

Afrique centrale et de l'Est : la DDRRR prend de l'altitude

F. 5722 @
IRIN, Nairobi, 27/02/04, 7 p.

Société civile

La société civile se prépare pour le rendez-vous de juin 2004

F. 5676
ACIPA-Grands Lacs N° 14
Goma, 01/12/03, 16 p.

Suivi du cahier de charge de la Société civile issu de la rencontre nationale de Bujumbura et régionale de Goma sur la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs

F. 5735
Association pour la Défense des Droits de la Femme
Bujumbura, 30/12/03, 18 p.

► **BURUNDI**

Droits de l'Homme

Les civils dans la guerre au Burundi: victimes au quotidien

F. 5630 @
HRW, Washington,
22/12/03, 67 p.

Burundi. Commitment to human rights is essential. An Amnesty International appeal to participants of the International Donor Conference on Burundi, Belgium

F. 5657 @
Amnesty International
London, 13/01/04, 26 p.

Burundi. A critical time Human rights briefing on Burundi.

F. 5675 @
Amnesty International,
London, 13/01/04, 26 p.

Burundi. Les droits humains doivent être une préoccupation essentielle

F. 5661 @
Amnesty International
Londres, 15/01/04, 17 p.

Burundi. Le viol, une atteinte aux droits humains passée sous silence

F. 5731 @
Amnesty International
Londres, 24/02/04, 20 p.

Burundi. Enfants soldats : les enjeux de la démobilisation

F. 5797 @
Amnesty International
Londres, 24/03/04, 2 p.

Economie

Forum des Partenaires au développement du Burundi. Communiqué final

F. 5652 @
Gouvernement belge
et autres, Bruxelles,
15/01/04, 5 p.

Eglise

Ikinyamakuru c'ubutungane n'amahoro N° 7 & 8 (Revue pour la justice et la paix)

F. 5763
Commission Episcopale
Justice et Paix, Bujumbura,
30/11/03, 52 p.

Politique

Rapport du Secrétaire général sur le Burundi

F. 5774
Nations Unies
New York, 16/03/04, 26 p.

Quel (s) changement (s) pouvons-nous souhaiter pour que le Burundi soit un Etat de droit ?

F. 5650 @
KUBWAYO Félix,
Bruxelles, 24/12/03, 14 p.

Loi portant réforme du code électoral. Exposé des motifs

F. 5688 @
NDAYIZEYE Domitien
Gouvernement du Burundi,
Bujumbura, 17/02/04, 45 p.

Mémorandum sur la tenue des élections au Burundi adressé au Secrétaire Général de l'ONU par le CNDD

F. 5730 @
NYANGOMA Léonard
Bujumbura, 17/02/04, 10 p.

Intégration de la dimension égalité des genres dans la Constitution post-transition et le code électoral

F. 5747
Association des femmes
juristes du Burundi
Bujumbura, 28/02/04, 36 p.

Déclaration sur la participation de la femme burundaise aux institutions post-transition

F. 5742
Association des femmes
juristes du Burundi
Bujumbura, 01/03/04, 4 p.

Mémorandum sur la problématique des élections à l'issue de la période de transition

F. 5800 @
NZEYIMANA Joseph
et autres
RADDES et autres
Bujumbura, 23/03/04, 4 p.

Les héros inconnus du Burundi

F. 5775 @
Search for Common Ground
Bujumbura, 04/04/04, 5 p.

► RDC

Droits de l'Homme

**Mission d'Enquête.
République démocratique du Congo.
Persévérance de la haine ethnique et des violations massives et systématiques des droits de l'Homme à Bunia**

F. 5624

FIDH, Paris, 31/10/03, 39 p.

Rapport circonstanciel de l'ASADHO sur la situation des Droits Socio-économiques dans la province du Katanga

F. 5668 @

NGONDE FUNSU A.
ASADHO, Kinshasa, 12/11/03, 35 p.

Rapport alternatif. Etat des libertés et des droits de l'Homme en République Démocratique du Congo à l'aube de la transition

F. 5619

FIDH, Banjul, 21/11/03, 35 p.

Avant comme après la guerre, le calvaire de la population d'Isangi continue

F. 5654 @

Groupe Justice et Libération, Kisangani, 28/11/03, 7 p.

Rapport sur les atteintes aux droits de l'homme en territoires de Fizi et d'Uvira, Province du Sud-Kivu/R.D.Congo

F. 5734 @

SEDI, Fizi, 29/12/03, 17 p.

République démocratique du Congo. Faire face au présent et construire l'avenir

F. 5620 @

Amnesty International, Londres, 31/12/03, 23 p.

Rapport du 4ème trimestre: octobre-décembre 2003 sur la situation des droits de l'homme Uvira-Fizi/Sud Kivu, RDCongo

F. 5659 @

CEADHO Goma 12/01/04, 16 p.

République démocratique du Congo : faire face à l'impunité

F. 5706 @

HRW, New York, 31/01/04, 17 p.

Visite des lieux de détention en territoire de Mwenga

F. 5703 @

CAPDDH, Bukavu, 14/02/04, 19 p.

Les viols et violences contre les femmes en R.D.C.: une arme de guerre

F. 5743 @

CIKURU Marie-Noëlle
CCVS, Bruxelles, 01/03/04, 19 p.

Panorama de la situation des droits de l'homme en République Démocratique du Congo

F. 5745 @

BEYA NGINDU Boniface
RENADHOC, Kinshasa, 15/03/04, 51 p.

La femme dans la société congolaise : de l'ascension à la perte de son pouvoir

F. 5805 @

AKWETI Anne-Marie
Kinshasa, 22/03/04, 6 p.

Les violences faites à la femme en RDC : formes et expressions

F. 580 @

MOSSI M. Marie, Réseau-Action Femme, Kinshasa, 22/03/04, 3 p.

Economie

The World Bank in the Democratic Republic of Congo

F. 5720 @

World Bank, Washington, 15/02/04, 8 p.

L'exploitation des ressources naturelles et la sécurité humaine en RDC: Quelques réflexions

F. 5801 @

JOHNSON D. et autres
Pole Institute, Bruxelles, 25/03/04, 5 p.

Eglise

Pour l'amour du Congo, je ne me tairai point

F. 5702 @

Conférence Episcopale Nationale du Congo, Kinshasa, 14/02/04, 7 p.

► RDC

Guerre et paix

Military information section. Mayi-Mayi in the DRC-assessment of willingness to DDR

F. 5705

MONUC, Kinshasa, 18/02/04, 21 p.

Bukavu, les bruits de la 3ème guerre...un plan de partition à l'Est de la RD/Congo déjoué par le Général Prosper Nabilwa (...)

F. 5751

BEYA NGINDU B. RENADHOC, Kinshasa, 05/03/04, 7 p.

Justice

République démocratique du Congo : justice doit être rendue pour les horribles crimes

F. 5707 @

HRW, Londres, 06/02/04, 16 p.

Politique

Quizième rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo

F. 5770

Nations Unies, New York, 25/03/04, 24 p.

Résolution 1522. Adoptée par le Conseil de Sécurité à sa 4894^e séance le 15 janvier 2004

F. 5658

Nations Unies, New York, 15/01/04, 2 p.

Résolution 1533 du Conseil de sécurité sur la RDC sur la RDC

F. 5808

Nations Unies, New York, 12/03/04, 4 p.

Processus de réunification de la RDC: aucune chance d'aboutir sans la reconnaissance du droit de tous les Congolais à l'égalité des droits

F. 5701

NZITATIA F. et GACHACHA Fr. Communauté congolaise rwandophone du Nord-Kivu, Goma, 19/02/04, 9 p.

Rapport sociologique de l'enquête sur l'opinion de la population kinoise sur la transition (...)

F. 5696 @

RECIC/Kinshasa
BISAMBU Gérard RECIC
Kinshasa, 22/02/04, 35 p.

Loi N° 4/3 du 15/05/04 portant organisation et fonctionnement des partis politiques

F. 5754 @

KABILA Joseph
Gouvernement congolais

Presse

“L'Arbre qui parle”. Regard sur la presse congolaise. Du Congo belge à celui des Kabila, sans oublier le Zaïre de Mobutu.

F. 5629

KABEYA Polydor-E. Paris, 30/12/03, 181 p.

Société civile

Programme d'accompagnement du renouveau de la Société Civile de la RDC pendant la transition politique

F. 5708 @

RUKENGWA P. et KAMBAZA S.
RECIC National- PREFED
Kinshasa, 05/01/04, 27 p.

La société Civile à un tournant

F. 5713

BLAIS S. et KAMBAZA S.
Développement et Paix-
PREFED
Kinshasa, 30/01/04, 33 p.

► Rwanda

Génocide

Demain est un autre jour. Paroles de Rwandais dix ans après le génocide

F. 5771

JANNE d'OTHEE F.

et autres

CCFD et autres

Paris, 29/03/04, 23 p.

'Tell our government it is OK to be criticised' Rwanda Monitoring Project Report 2003

F. 5772

CORDAID et autres

The Hague, 29/02/04,

59 p.

It's time to open up. Ten years after the genocide in Rwanda: A Christian Aid report on government accountability, Human rights and freedom of speech

F. 5765 @

HAMPSON Dave

Christian Aid, London,

15/03/04, 31 p.

Ubuhamya bugamije kwerekana uko Leta y'U Rwanda na FPR byakoze amakosa yatumye

Genocide ishoboka

(Témoignage sur la responsabilité du

Gouvernement rwandais et du FPR dans le déclenchement du génocide)

F. 5773 @

RUZIBIZA Abdul

Brennåsen, 14/03/04,

32 p.

Genocide, War Crimes and Crimes Against Humanity: Case Law of the International Criminal Tribunal for Rwanda

F. 5714

TPIR Nairobi, 15/02/04,

82 p.

L'enquête sur l'attentat qui fit basculer le Rwanda dans le génocide

F. 5741

SMITH Stephen, Le Monde,

Paris, 10/03/04, 8 p.

Ibaruwa Abepiskopi Gatolika bo mu Rwanda bageneye umunsi wo kwibuka imyaka icumi ishize habaye itsembabwoko n'itsembatsemba

(Message des évêques catholiques du Rwanda à

l'occasion du 10^{ème} anniversaire du génocide

et des crimes contre l'humanité)

F. 5762

Mgr NTIHINYURWA Th.

et autres, Kigali, 12/02/04,

4 p.

La vérité n'a pas été dévoilée sur le Rwanda

F. 5817 @

ROUSSELOT Fabrice

Libération, Paris, 18/03/04,

2 p.

Rwanda 2004: La vie a survécu

F. 5758

KUNZ Nicole,

Cotmec-Info, Genève,

01/03/04, 5 p.

L'horreur. Dix ans après, pas de paix au Rwanda

F. 5806

MARMO Maurizio

Caritas Italia

Rome, 22/03/04, 5 p.

Génocide. Dix ans après, le Rwanda et le monde doivent réfléchir

F. 5796 @

MUSHAYIDI Déo

PDN-Igihango, Bruxelles,

30/03/04, 2 p.

Développement et Paix souligne le 10^{ème} anniversaire du génocide au Rwanda. Appui à la reconstruction

F. 5776 @

Développement et Paix

Montréal, 01/04/04, 3 p.

La difficulté d'établir le nombre de victimes du génocide rwandais

F. 5786 @

AFP, Kigali, 02/04/04,

2 p.

Comment les Nations Unies ont évité d'enquêter sur le crash du 6 avril 1994 au Rwanda

F. 5789 @

SMITH Steven, Le Monde,

Paris, 03/04/04, 3 p.

Le Rwanda s'active pour ouvrir le musée du génocide le 7 avril 2004

F. 5766 @

O'REILLY Finbar, Kigali,

29/03/04, 3 p.

► Rwanda

Génocide

Rwanda - 10 years on: 'It's so difficult to live with what we know'
F. 5819 @
MCGREAL Chris, The Guardian, London, 29/03/04, 12 p.

Armée

Réintégration socio-économique des ex-combattants et dynamique de stabilisation de la société rwandaise
F. 5700
Grands Lacs Hebdo N° 420, Kigali, 10/02/04, 12 p.

Rwanda. Ingando (Camps de solidarité) : le purgatoire des anciens rebelles
F. 5777 @
MAS Monique, Le Monde Paris, 05/04/04, 4 p.

Droits de l'Homme

Rapport sur le cas d'assassinats commis contre certains rescapés de la province de Gikongoro
F. 5723 @
RUTAZANA F. PAPG. Kigali, 10/01/04, 5 p.

Rwanda : Focus on helping former child soldiers
F. 5639 @
IRIN, Kigali, 220/01/04, 4 p.

Economie

Ruswa iraca ibintu (La corruption dans tous ses états)
F. 5686
HIGIRO Adolphe, Kinyamateka N° 1638 Kigali, 15/01/04, 6 p.

Privatisation : où va l'argent de la vente ?
F. 5760

KANAMUGIRE
Cyrien, Kinyamateka N° 1638 Kigali, 15/01/04, 6 p.

Justice

Campagne pour une justice impartiale au TPIR
F. 5653 @
NIZEYIMANA Jacques Kigali, 12/12/03, 34 p.

Les juridictions Gacaca face à l'épreuve de vérité
F. 5664
KANAMUGIRE Cyrien Kinyamateka N° 1636, Kigali, 30/12/03, 2 p.

Des personnes intègres pour les tribunaux Gacaca
F. 5710
KIMENYI B. JMV Kinyamateka N° 1636 Kigali, 15/01/04, 2 p.

Politique

Déclaration de presse du Pacte Démocratique National (PDN-Igihango) (sur son changement de nom de ADRN en PDN)
F. 5818 @
MUSHAYIDI Déo, PDN-Igihango, Bruxelles, 18/03/04, 14 p.

Le débat politique de la diaspora. Contribution à la paix et à la réconciliation nationale ?
F. 5790
STRIZEK Helmut, Bruxelles, 20/03/04, 14 p.